

# Exploring Political and Gender Relations



# Exploring Political and Gender Relations:

*New Digital and Cultural  
Environments*

Edited by

Valentina Marinescu and Silvia Branea

Cambridge  
Scholars  
Publishing



Exploring Political and Gender Relations:  
New Digital and Cultural Environments

Edited by Valentina Marinescu and Silvia Branea

This book first published 2017

Cambridge Scholars Publishing

Lady Stephenson Library, Newcastle upon Tyne, NE6 2PA, UK

British Library Cataloguing in Publication Data

A catalogue record for this book is available from the British Library

Copyright © 2017 by Valentina Marinescu, Silvia Branea  
and contributors

All rights for this book reserved. No part of this book may be reproduced,  
stored in a retrieval system, or transmitted, in any form or by any means,  
electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise, without  
the prior permission of the copyright owner.

ISBN (10): 1-4438-9972-0

ISBN (13): 978-1-4438-9972-7

## TABLE OF CONTENTS

List of Figures .....	viii
List of Tables .....	ix
Chapter One.....	1
Les mouvements de protestation en Bulgarie 2013: Émeute immédiate ou réveil de l'Histoire?	
Valentina Gueorguieva	
Chapter Two .....	19
La politique nationale et la politique européenne : points de croisement dans les médias bulgares	
Nikoleta Daskalova	
Chapter Three .....	31
Contrôle des médias sur le discours politique (Étude de cas)	
Ruxandra Boicu	
Chapter Four.....	44
Faire de la politique populaire: Les effets politiques de la télé-réalité – les <i>late-night talk-show</i>	
Bianca Mitu	
Chapter Five .....	61
L'impact des séries TV policières sur les employés du ministère de l'Intérieur de Roumanie	
Silvia Branea et Adina Gugianu	
Chapter Six .....	82
Les séries télévisées : représentation de la culture et de la vie sociale contemporaine	
Lilian Fontes Moreira	

Chapter Seven.....	98
Women’s Desire, Heterosexual Norms, and Transnational Feminism: Kitahara Minori’s <i>Good-bye Hallyu</i>	
Chikako Nagayama	
Chapter Eight.....	114
Hometown: A Formative and Cathartic Topography in Yun Heunggil’s “The Levee at Nongrim School”	
Cătălina Stanciu	
Chapter Nine.....	132
Women Artists in Joseon	
Elena Khokhlova	
Chapter Ten .....	143
Le Féminicide et les médias en ligne. Étude de cas: les femmes roumaines émigrantes qui offrent des services sexuelles légaux/ illégaux	
Ecaterina Balica	
Chapter Eleven .....	159
La réponse de la société face à la violence. Le conseiller de probation est-il un manager pour la réinsertion sociale des infracteurs ?	
Mariana Balica	
Chapter Twelve .....	181
Polémiques media autour de deux campagnes visuelles de prise de conscience des violences envers les femmes: <i>Abused Goddesses</i> et <i>The Wrong Turn</i>	
Angelica Marinescu	
Chapter Thirteen.....	194
“Let’s just play, it’s not our business”: Exploring the Intersection of Youth, Social Media and Socio-Political Change in Nigeria	
Chikezie Emmanuel Uzuegbunam	
Chapter Fourteen .....	211
FIFA World Cup 2014 and Public Service Media: The Challenges of Mobile Devices in Building the #globalstadium	
Ivo Neto and Felisbelo Lopes	

Chapter Fifteen .....	233
Teaching Thematic Vocabulary through the Moodle Website	
Pawel Kida	
Chapter Sixteen .....	239
Normes latentes et professionnalisation naissante des relations publiques	
dans le domaine médical	
Valentina Marinescu	
Contributors.....	256
Index.....	261

## LIST OF FIGURES

- Figure 2.1 Principaux noyaux thématiques.
- Figure 2.2 Élections au PE : contexte national, thématiques principales.
- Figure 2.3 Élections au PE : autres pays de l'UE, thématiques principales.
- Figure 2.4 Élections au PE : autres pays de l'UE, thématiques principales.
- Figure 2.5 Les candidats au poste de Président de la Commission européenne.
- Figure 5.1 Genre des personnes interrogées.
- Figure 5.2 Groupe d'âge des personnes interrogées.
- Figure 5.3 Le travail effectué par les personnes interrogées.
- Figure 5.4 Influence par les séries télévisées sur les personnes interrogées.
- Figure 5.5 L'intérêt pour les séries télévisées des personnes interrogées.
- Figure 5.6 La raison de regarder des séries policières et d'enquêtes judiciaires.
- Figure 5.7 La raison de regarder des séries policières et toutes autres séries télévisées.
- Figure 5.8 Le comportement des héros préférés des séries policières en comparaison avec celui des vrais policiers.
- Figure 5.9 Des personnages des séries suivies qui se comportent comme des vrais policiers.
- Figure 5.10 Les attitudes et les réactions des personnes interrogées envers les personnages des séries policières télévisées.
- Figure 5.11 Le top des séries télévisées suivies par les personnes interrogées.
- Figure 5.12 La compréhension de l'amitié dans les séries par rapport à l'amitié dans la vie réelle.
- Figure 5.13 Les réponses recueillies lors de la recherche liée aux séries adressées aux jeunes, menée en 2011.
- Figure 11.1 L'organigramme de la Direction Nationale de Probation conformément à la réorganisation de 2013.
- Figure 11.2 Les étapes du procès de sélection du conseiller de probation après la réorganisation de 2013.
- Figure 11.3 L'analyse SWOT que les procès de recrutement et sélection de 2013 a révélé.
- Figure 14.1 Evolution of the number of posts per moment of the game.
- Figure 15.1 Moodle site evaluation survey.

## LIST OF TABLES

- Tableau 3.1 Comparaison des fonctions de contrôle de l'interaction.
- Tableau 10.1 La distribution des articles sur le cas « la jeune femme crucifiée en Italie» par rapport au nombre d'articles et à l'intervalle de temps.
- Tableau 10.2 La distribution d'articles concernant le cas de « la jeune femme crucifiée en Italie», par rapport au nombre d'articles et à l'intervalle de temps.
- Tableau 10.3 Ressemblances et distinctions entre les deux cas.
- Table 13.1 Showing respondents' demographic data.
- Table 13.2 Showing data on the respondents' use of Facebook.
- Table 13.3 Showing data on respondents' use of Facebook for socio-political change and transformation.
- Table 13.4 Showing data on respondents' interest, participation, and engagement with issues about politics, development and social change.
- Table 14.1 Type of content.
- Table 14.2 Opportunities for engagement.
- Table 14.3 Type of content.
- Table 14.4 Different kind of content in the same piece.
- Table 14.5 Size of the news.
- Table 14.6 Opportunities for integration.
- Table 15.1 Results of the Moodle site evaluation survey.
- Tableau 16.1 Caractérisation de la situation médicale en Roumanie.
- Tableau 16.2 Caractérisation de la situation médicale de Roumanie.
- Tableau 16.3 L'importance en plan personnel des sujets liés à la santé.
- Tableau 16.4 Le problème le plus souvent présenté dans l'espace public roumain.
- Tableau 16.5 Le plus grand défi pour le domaine des relations dans le domaine du soin médical en Roumanie est représenté par...
- Tableau 16.6 Le plus grand défi pour le domaine des relations publiques dans le domaine de la santé de Roumanie est le...
- Tableau 16.7 La plus grande opportunité pour le domaine des relations de care en Roumanie est....
- Tableau 16.8 La plus grande opportunité pour le domaine des relations publiques dans la santé de Roumanie est....



# CHAPTER ONE

## LES MOUVEMENTS DE PROTESTATION EN BULGARIE 2013: ÉMEUTE IMMEDIATE OU REVEIL DE L'HISTOIRE?

VALENTINA GUEORGUIEVA

À partir de 2011, on s'est confronté avec quelques vagues de mobilisations populaires partout dans le monde, en parallèle avec la prolifération des publications et d'interprétations des mouvements sociaux actuels par les grandes figures de la pensée politique contemporaine. Les publications des philosophes radicaux, tels que Slavoj Zizek (2012) ou Alain Badiou (2011), ainsi que les études des chercheurs en sciences sociales comme Manuel Castells (2012) ou Donatella della Porta (2013) et Alain Touraine (2013), ont animé le débat sur ce qui s'est passé, en essayant de se rendre compte ou de reconstruire le sens des événements qui ont tourmenté le paysage politique à l'échelon mondial.

Pour l'instant, il faut faire une distinction entre les différents types de mouvements qui se sont manifestés dans tous les coins du monde entre 2011 et 2014. Dans un premier temps, il y avait certainement une vague des protestations à l'Occident, déterminée par la crise du capitalisme financier, d'après l'interprétation d'Alain Touraine, ou plus particulièrement par la «la rupture intervenue entre le capitalisme financier et l'économie industrielle» (Touraine 2013, 11). On peut citer dans cette même logique les mouvements des indignés en Espagne (connu aussi comme le mouvement 15-M), le mouvement international *Occupy Wall Street*, ainsi que le mouvement contre l'austérité en Grèce à partir de l'été 2011. Ce motif de protestation n'explique pas, pourtant, l'ainsi dit printemps arabe qui s'était manifesté plus tôt, au cours de la même année. Ce sont les régimes politiques autoritaires de Tunisie, Égypte, Yémen et

Libye que les militants contestaient, en insistant à l'époque sur les difficultés sociales qu'ils éprouvaient au sein de ces régimes. Ceci représente un deuxième type de mouvements, qu'on peut appeler des mouvements de la campagne pour la démocratisation (d'après Donatella della Porta 2013, 124-149), qui combinent les demandes sociales avec la contestation du régime politique. D'autres mouvements qu'on peut considérer comme protestations contre « le volontarisme politique » (d'après la formulation d'Alain Touraine, 2013, 75-76) s'adressent plus généralement à classe politique dirigeante. Ce troisième type de mouvements n'implique pas de revendications sociales. Dans cette logique de contestation, on peut regrouper les mouvements de Russie, en hiver 2011-2012, de Turquie et de Bulgarie, en été 2013, où la classe dirigeante a été accusée de corruption et de lobbysme en faveur de l'intérêt corporatif de l'« oligarchie » (et, en conséquence, les régimes dans les pays cités ont été caractérisés comme « oligarchiques » dans le langage des protestataires). Dans cette catégorie, on peut retrouver aussi des partis politiques oppositionnels traditionnels, qui ne sont pas nécessairement liés à la nouvelle vague des contestations, démarrée à partir de 2011. Bien d'autres mobilisations populaires, comme les émeutes de Londres en août 2011, de Brésil en 2013 et 2014, de Bosnie en hiver 2014 et de l'Ukraine en 2013-2014, ou bien celles de Ferguson et de Baltimore aux Etats-Unis, en 2014 et 2015, représentent des cas singuliers, qu'on ne peut pas classifier de cette manière.

Sans essayer de rendre compte de tous ces mouvements aux multiples visages, je vais me focaliser sur l'une de premières interprétations, parue aussitôt que septembre 2011. Dans un ouvrage écrit au moment où les émeutes de Londres prenaient force, intitulé *Le réveil de l'Histoire*, Alain Badiou propose de distinguer trois types d'émeutes: l'émeute immédiate, l'émeute latente et l'émeute historique. Tout au long de son œuvre, le philosophe français a développé une théorie de l'événement comme rupture de l'histoire. Pour rester fidèle aux objectifs de ce texte, je vais me limiter à la présentation de cette notion, formulée par l'auteur dans le cadre d'un événement scientifique majeur, notamment le colloque de Londres sur « L'idée du communisme », qui a eu lieu en mars 2009. Cette théorie de l'événement est à l'origine de la typologie des émeutes proposées dans le livre de 2011, mais aussi dans un petit texte sur les protestations de Turquie, qui date de juin 2013. Dans ce qui suit, je me propose de mettre à l'épreuve le modèle explicatif proposé par Alain Badiou à l'exemple des mouvements protestataires survenus en Bulgarie en 2013.

L'interprétation abordée dans le livre de 2011, comme il sera démontré plus loin, met en évidence très peu de points communs avec ce

qui s'est passé en Bulgarie moins de deux ans plus tard. À première vue, il existe un décalage entre les théories explicatives occidentales et les mouvements de protestation dans l'Est de l'Europe. C'est surtout sur ce décalage que je vais me poser des questions. La logique de la présente étude se construit comme suit : présenter la théorie de l'événement d'Alain Badiou; exposer ensuite les moments clés de la chronologie des événements de Bulgarie; revenir sur la typologie des émeutes de Badiou et, en parallèle, s'interroger sur l'incohérence qui existe entre la théorie proposée par le philosophe français et les mouvements d'Europe de l'Est.

## Qu'est-ce que c'est un événement?

La thèse principale du livre paru en septembre 2011 est que par les émeutes de la même année, par cette « levée populaire mondiale », nous assistons en effet à un réveil de l'Histoire (Badiou 2011, 14). Après le juste diagnostic de Fukuyama que le monde moderne a épousé son développement à la fin de la guerre froide, les mouvements de protestation nous emmènent une nouvelle ouverture vers des possibilités auparavant inimaginables. Le réveil de l'Histoire en question n'est que « le surgissement d'une capacité, à la fois destructrice et créatrice, dont la visée est de sortir réellement de l'ordre établi » (Ibid., 26). Ce réveil ne peut pas être apporté par le conservatisme des mouvements de la droite occidentale, ni par les « appareils étatiques », mais seulement par une « initiative populaire où c'est la force d'une Idée qui va s'enraciner » (Badiou 2011, 27).

Plus loin, dans le développement de son argumentation, Badiou lie le moment de la réouverture de l'histoire à l'*événement*. L'événement est ici défini comme l'émeute capable de transpasser le seuil entre les émeutes immédiates et l'émeute historique (Ibid., 97). Avant d'arriver à l'exposé des trois types d'émeutes, on va présenter le concept d'événement qui est au centre de l'œuvre de Badiou.

Dans sa communication lors du colloque de Londres en mars 2009, Badiou donne la définition suivante à son concept d'événement :

J'appelle « événement » une rupture dans la disposition normale des corps et des langages telle qu'elle existe pour une situation particulière ou telle qu'elle apparaît dans un monde particulier. L'important est ici de remarquer qu'un événement n'est pas la réalisation d'une possibilité interne à la situation, ou dépendante des lois transcendantes du monde. Un événement est la création de nouvelles possibilités... Il se situe non pas simplement au niveau des possibles objectifs, mais à celui de la possibilité des possibles. Ce qui peut aussi se dire: au regard de la situation ou du

monde, un événement ouvre à la possibilité de ce qui, du strict point de vue de la composition de cette situation ou de la légalité de ce monde, est proprement impossible (Badiou et Zizek 2009, 14-15).

L'événement représente donc une ouverture vers ce qui était auparavant impossible. Il était auparavant impossible puisque des systèmes de légalité, ou bien d'autres contraintes qui s'imposaient à des situations pratiques, opéraient dans le monde de façon à limiter les possibilités d'action. Autrement dit, certaines actions, dans des situations habituelles, ne sont pas pensables, réalisables, possibles. Et cela est dû au travail d'un système des contraintes. Ce système des contraintes introduit la finitude de la possibilité, sa fonction est de limiter « les possibilités des possibles » du champ des possibles. Ce système n'est rien d'autre que l'État qui, au regard des possibles politiques, se définit de nos jours par « l'économie capitaliste, la forme constitutionnelle du gouvernement, les lois (au sens juridique) concernant la propriété et l'héritage, l'armée, la police ... » (Ibid.).

Au pôle opposé de l'État, en tant que système des contraintes imposé aux possibilités d'action, se trouvent *les sans-noms* : « *yugioh*, ceux qui sont tenus par l'État dans une monstrueuse insignifiance » (Badiou et Zizek 2009, 19). Il s'agit des citoyens qui sont privés non seulement de certaines possibilités d'action (en quelque sorte tous les citoyens sont privés de certaines possibilités d'action par l'État), mais aussi de la participation à la communauté, de certains droits, comme par exemple le droit d'expression et de représentation politique, ou voire même de visibilité publique tout court. Puisqu'ils sont privés du droit d'expression ou d'identité qui s'écarte de la norme construite par l'État, ces citoyens n'ont pas de noms, ce sont les sans-noms. La stratégie de l'État contre les sans-noms est de les transformer en inexistant. Dans le livre de 2011, Badiou définit les sans-noms en termes d'inexistant. L'*inexistant* du monde, ce sont les masses des citoyens qui ne comptent pour rien, qui ne décident absolument rien et ne possèdent « qu'une voix fictive au chapitre des décisions concernant leur propre destin » (Badiou 2011, 87). Par conséquent, l'événement est défini comme le moment où *l'inexistant est relevé*. Les pauvres, les gens désarmés, les sans-noms sont sortis dans les rues, sont devenus visibles et décident l'histoire de leur pays.

Un changement de monde est réel quand un inexistant du monde commence à exister dans ce même mode avec une intensité maximale. C'est exactement ce que disaient et disent encore les gens dans les rassemblements populaires en Égypte: on n'existe pas, et maintenant on

existe, on peut décider l'histoire du pays (Badiou 2011, 87).

Ainsi, la définition de l'événement dans le livre de 2011 est « ce qui rend possible la relève de l'inexistant » et l'existence d'un inexistant « est le seul contenu d'un réveil de l'Histoire » (Ibid., 99). A-t-on assisté à une telle émeute historique qui relève l'inexistant en Bulgarie en 2013? Essayons de voir, après un aperçu des mouvements de protestation de 2013.

## **Que s'est-il passé en Bulgarie en 2013?**

Trois grandes vagues de protestation ont eu lieu en 2013: les protestations de février - mars, les démonstrations anti-gouvernementales de juin - août, et l'occupation de l'Université de Sofia par les étudiants, qui a commencé le 23 octobre 2013.

Pendant les mois de janvier, février et mars 2013 les rues de Sofia et des autres grandes villes bulgares ont été remplies par de dizaines de milliers de protestataires (entre 50 et 100 mille pour toutes les villes). Durant cette période, deux causes ont été revendiquées en parallèle : la protection des réserves naturelles, d'un côté, et les revendications sociales, de l'autre, enflammées par les factures d'électricité trop élevées. Les mobilisations qui revendaquaient la cause sociale – plus populaires que les mobilisations écologiques – étaient définies par les participants comme protester contre les « monopoles », c'est-à-dire contre les entreprises privées qui contrôlent l'infrastructure publique et plus particulièrement contre les réseaux de distribution d'électricité. Ces revendications ont été formulées déjà en fin décembre 2012 et se sont intensifiées en janvier 2013. Les actions collectives ont pris la forme des rassemblements devant les bâtiments des organes publics responsables, tels que le Ministère de l'Énergie ou la Commission d'État sur la régulation des eaux et de l'énergie; des blocages du trafic à Sofia et des autoroutes entre les grandes villes; des manifestations populaires. Les plus grandes manifestations avaient eu lieu pendant les dimanches.

La cause écologique a été défendue surtout à Sofia, avec des manifestations moins nombreuses devant le Ministère de l'environnement et dans d'autres locations, qui se passaient tous les mardis et jeudi pendant janvier-février. La dernière de ces manifestations s'est déroulée le 19 février 2013. Le dimanche suivant, le 23 février, les environnementalistes ont rejoint la manifestation contre les monopoles, avec une grande bannière verte « Pirin est en difficulté, sauvez-le maintenant! » (renvoyant à la zone naturelle dans la montagne de Pirin, menacée par des coupes

massives du bois et par des constructions). Après cette action, les verts se sont retirés des grandes manifestations de dimanche.

Outre ces deux mouvances, pendant les journées marquant deux dates importantes – le 16 février, marquant la célébration du général Lukov, collaborateur au régime nazi, et le 19 février, l'anniversaire de la mort de l'héros national Vassil Levski – des marches ont été organisées par des formations nationalistes et néo-fascistes. Le symbolisme nationaliste a été, par la suite, adopté pendant les grandes manifestations de dimanche sous l'influence des partisans des formations nationalistes qui ont infiltré les masses de manifestants. La marche du 19 février a été la seule démonstration qui ne s'inscrit pas dans la règle générale de la non-violence. Un affrontement avec les forces de la police a eu lieu dans la soirée, devant le bâtiment de l'Université de Sofia. Un petit nombre des protestataires ont été légèrement blessés.

Varna était la ville la plus active lors des manifestations de l'hiver atteignant 50 mille participants à de certaines dates (la population de Varna s'élève à environ 350 mille). L'étincelle qui a mis le feu était sans aucun doute marquée par les difficultés économiques de la population de cette ville côtière, dont le revenu majeur provient du tourisme pendant les mois d'été. Mais une spécificité locale doit être soulignée: la ville est contrôlée par un groupe de trois hommes d'affaires locaux importants, connus comme le group « TIM ». Le groupe détient le monopole sur le tourisme et les services connexes, sur les transports et l'infrastructure, sur les médias locaux. Le même groupe a été lié à la criminalité organisée dans le passé, et a prétendument une forte influence sur les autorités locales, à savoir le conseil municipal de Varna et son maire.

Le matin du 20 février 2013, Plamen Goranov, un militant écologiste connu du mouvement contre la technologie du *fracking*, s'est immolé devant la mairie de Varna. Il exigeait la démission du maire et du conseil municipal (Cinq autres hommes se sont immolés au cours de février-mars 2013). Le même jour à Sofia, le Premier ministre Boïko Borissov a démissionné quelques mois avant la fin de son mandat, comme réponse à la démonstration de violence des troupes de police montrée envers les manifestants de Sofia la nuit précédente, le 19 Février 2013, quand quelques protestataires ont été légèrement blessé. Des élections législatives anticipées ont été programmées pour le 12 mai 2013, en même temps que les élections pour le Parlement Européen. Indépendamment de la démission, les manifestations se sont poursuivies en masse jusqu'à la mi-mars.

En somme, pendant l'hiver 2013 on a assisté en Bulgarie à la culmination, mais en même temps à la dissolution de l'énergie de la

révolte qui s'était transformée en plusieurs mouvements et contre-mouvements. Parmi ceux-ci, certains protestataires se sont retirés de la rue (notamment, les environnementalistes), d'autres se sont constitués en structures politiques et para politiques et par la suite ont perdu la confiance des participants.

Les élections anticipées du 12 mai 2013 ont été remportées par le parti de Boïko Borissov *GERB* (ou les « Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie »), qui n'a pas atteint la majorité des 121 députés (sur 240 députés dans le parlement bulgare) et n'a pas eu la volonté de former un gouvernement minoritaire. Cela a conduit à un approfondissement de la crise politique, et deux petites manifestations ont eu lieu à la fin de mai, finalisées par la nomination du gouvernement de Plamen Orecharski.

La deuxième grande vague des protestations a commencé le 14 Juin 2013. L'incident qui a déclenché l'ardeur populaire, c'était la nomination du magnat de presse soupçonné d'avoir de relations avec des cercles criminels, Delyan Peevski, en tant que directeur de l'Agence nationale de sécurité. Ce mouvement protestataire est connu sous le hashtag #ДАНСwithme (où *DANS* est l'acronyme de l'Agence nationale de sécurité en Bulgarie, qui s'écrit en cyrillique de la même manière que le mot anglais *danse*). La nomination en question a été perçue par les citoyens comme un acte de corruption intolérable, reliant le gouvernement avec les intérêts de grandes corporations et, possiblement, avec des milieux de la criminalité organisée. Avec l'avancement des actions collectives, les revendications se sont multipliées: la résignation du gouvernement, le changement du code électoral, la limitation et la criminalisation de la présence des éléments du régime oligarchique dans le gouvernement actuel, « le démantèlement de l'État fondé sur le modèle ploutocratique »<sup>1</sup>. Des manifestations se sont poursuivies sur une base quotidienne jusqu'au début d'août, quand, avec la fin de la session parlementaire, elles ont graduellement perdu d'importance. Avec le début de la session suivante, en septembre, les protestataires reparurent dans les rues de Sofia, leur nombre étant plus réduit et avec moins d'énergie de révolte.

Il faut mentionner que la rhétorique de la contestation, employée par le mouvement #DANSwithme – rhétorique qui dénonce les liaisons illicites entre les élites politiques, entre le grand business ou les corporations (« monopoles ») et la mafia, avec la collaboration des médias

---

<sup>1</sup> D'après l'un des slogans les plus populaires. *Bulgarian Protest Network*. Vu le 28 septembre 2013. [http://french.ruvr.ru/2013\\_07\\_24/La-vague-des-protestations-en-Bulgarie-7762/](http://french.ruvr.ru/2013_07_24/La-vague-des-protestations-en-Bulgarie-7762/).

– est forgée déjà en été 2012, quand entre mille et trois mille jeunes environnementalistes ont bloqué le trafic à Orlovmost (le Pont aux Aigles, un carrefour important au centre de la capitale). Par cette action, pendant quatre jours consécutifs, les jeunes environnementalistes s’opposaient au vote d’une nouvelle loi par le Parlement, mettant en danger les forêts et les réserves naturelles dans les montagnes. Puisque la loi en question était conçue pour desservir les intérêts corporatifs des grands investisseurs (selon les allégations des activistes), cette loi était symptomatique. Elle faisait preuve des alliances lobbyistes, de corruption, des décisions politiques irresponsables, des politiciens qui ne tenaient pas compte de la volonté des citoyens et du bien commun, mais seulement des intérêts privés d’une élite oligarchique. Cette même rhétorique contre l’oligarchie et contre l’alliance vicieuse entre politiciens, grands investisseurs, mafia et médias s’est déployée de pleine force pendant l’été 2013.

Le point focal des manifestations de 2013, tout comme en 2012, était le Pont aux Aigles. Il est quand même difficile de trouver un autre point commun entre les événements de 2012 et de 2013. Tandis qu’en 2012 les protestataires formaient un groupe plus ou moins homogène (jeunes, étudiants, appartenant plutôt à la classe moyenne, artistique et qui étaient engagés à long terme dans des actions visant la protection de la nature), les protestataires de 2013, bien plus nombreux, représentaient un amalgame de différents groupes sociaux. On y voyait les jeunes environnementalistes, les partisans du mouvement pour la démocratie directe dans la veine du mouvement mondial *Occupy Wall Street*, les gens des milieux plus populaires avec leur revendications sociales qui occupaient l’attention des médias en février de la même année; mais aussi les opposants du parti socialiste, les anciens anti-communistes, des partisans d’autres partis politiques du spectre de la droite; ou bien des citoyens qui rejettaien ardement toute association à un parti politique quelconque, les militants pour les droits des homosexuels, des personnes de tous les âges, des familles entières avec leurs enfants, des patineurs et des joueurs au football qui profitent de la rue « occupée », des musiciens et danseurs d’occasion, des passants curieux, du monde.

Même si un grand groupe des participants étaient resté sur le pont pendant toute la soirée, la majeure partie des protestataires continuait leur marche, en passant devant les sièges de tous les grands partis politiques. Le même itinéraire de près de 7 km a été parcouru tous les soirs. Les manifestants exprimaient leur colère contre les élites politiques de toutes les couleurs, et, en même temps, bloquaient pendant des heures le trafic dans la partie centrale de Sofia. Il n’y avait pas de violence au cours de ces marches, aucune propriété publique ou privée n’a été détruite.

Le 23 Octobre 2013, un groupe d'étudiants de l'Université de Sofia a occupé la plus grande salle du bâtiment central de l'université, exigeant la démission du gouvernement et la dissolution du Parlement. Quelques jours plus tard, ils ont pris l'ensemble du bâtiment et ont enchaîné ses portes, en proclamant une occupation complète à terme indéterminé. La vague d'occupation s'est répandue dans d'autres universités à Sofia, Plovdiv, Veliko Tarnovo et a gagné le soutien des professeurs et des citoyens.

Mais le siège restait le bâtiment central de l'Université de Sofia où les représentants d'autres écoles venaient pour discuter des actions conjointes. Le bâtiment était fermé pour les *outsiders*, les étudiants ont installé une organisation spéciale de points de contrôle, surveillés par un service de sécurité interne. Conférences et séminaires ont été annulés, l'administration n'était pas autorisée à entrer dans les lieux. Avec l'avancement des actions, les étudiants ont établi toute une structure de groupes de travail, de la logistique et d'autres services, un centre de presse, une unité artistique, et l'*« état-major »* – l'unité de coordination et de direction des actions. Les visages des initiateurs, qui formaient cet état-major, comme ils ont choisi de s'appeler, sont devenus bien connus grâce à leurs apparitions dans les médias.

Les actions principales des étudiants ont été réalisées à l'extérieur des campus universitaires, dans les rues de Sofia où ils se sont alliés avec le mouvement anti-gouvernemental de l'été. Deux marches populaires ont eu lieu à Sofia le 1<sup>er</sup> et le 10 novembre 2013, avec les étudiants et leurs professeurs en tête d'une manifestation qui a atteint le nombre de dix mille participants. Au cours de la nuit du 17 au 18 novembre, les étudiants ont voté une décision controversée de démanteler l'occupation complète du bâtiment central de l'Université de Sofia et de se retirer dans la salle de cérémonie – l'Aula Magna – c'était ce qu'ils appelaient une occupation symbolique. Leurs efforts ont été dirigés vers des actions à l'extérieur, comme les marches du 14 et du 26 décembre 2013, qui ont de nouveau engagé des masses de la population sofiote.

Vers la fin du mois de janvier 2014, les occupations dans toutes les universités ont perdu de l'énergie, et la centrale de l'Université de Sofia a annoncé la fin de l'occupation. Elle n'a pas réussi à atteindre son objectif – la démission du gouvernement de Plamen Orecharski. En février et mars 2014, le mouvement #DANSwithme a graduellement perdu le soutien des citoyens et a disparu des rues de Sofia.

Trois mois plus tard, vers la fin du mois de juin 2014, le gouvernement a annoncé son intention de démissionner et de dissoudre le Parlement à partir du 6 août 2014. Des élections législatives anticipées ont

été prévues pour le 5 octobre 2014 et remportées par le parti politique *GERB*. En octobre 2014, le parti a réussi à gagner un nombre encore plus petit de places au parlement par rapport aux élections anticipées de mai 2013. Le chef du parti et l'ex-premier ministre, Boïko Borissov a formé un gouvernement de coalition et il est entré en fonction le 7 novembre 2014.

Cependant, la démission de Plamen Orecharski n'est pas venue comme résultat des actions de protestation de l'année précédente. Elle est arrivée au moment où personne ne s'y attendait plus, et peu sont les manifestants qui affirment que la démission avait été le résultat du succès remporté par le mouvement anti-gouvernemental de 2013. Le mouvement avait perdu son énergie protestataire et avait atteint sa fin bien avant cette démission. Il a donné naissance à quelques organisations. Ce sont *Protestna Mrezha* (le Réseau de protestation), formé en juillet 2013 pour coordonner les actions collectives des différents groupes participants aux manifestations et ses progénitures: le parti politique *DEOS* («Mouvement pour unification et solidarité européennes» fondé le 31 mai 2014, parti qui ne compte plus d'une centaine de membres) et la fondation «*Chitalishte.to*», fondée le 1 novembre 2014 en présence de presque cinq cents membres fondateurs, à visées culturelles et éducatives. Le groupe des étudiants de l'occupation a formé lui aussi une organisation, *Ranobudnite studenti* (littéralement, « Les étudiants lève-tôt ») qui existe principalement comme groupe dans les réseaux sociaux (Facebook) appelant, de temps à l'autre, à des manifestations provoquées par certaines décisions politiques contestables. Toutes ces organisations définissent leur but comme exercice de contrôle sur les décisions du pouvoir. Elles se proclament comme des groupes de vigilance civile non-violente et deviennent actives chaque fois qu'ils remarquent un acte de gouvernement qu'ils jugent intolérable. Comme déclaré dans la proclamation officielle de *Protestna Mrezha* : « Le Réseau de protestation est conçu comme un correctif pour n'importe quel gouvernement » (Bulgarian Protest Network 2013).

## Les trois types d'émeutes

Dans un petit texte qui date de juin 2013, Badiou définit les émeutes qui se déroulaient en même temps à Istanbul comme un vaste mouvement mené par la jeunesse éduquée contre un gouvernement répressif et réactionnaire. Cette définition se rapproche le plus au mouvement de protestations en Bulgarie où une masse hétérogène des protestataires s'était révoltée contre les politiques du gouvernement de Plamen Orecharski, jugé comme irresponsable et corrompu. Badiou qualifie les protestations en Turquie comme émeutes immédiates et

souligne que le grand problème de ce type de mouvements est de pouvoir s'ouvrir vers une véritable émeute historique. De telles émeutes historiques, d'après l'affirmation de l'auteur, on en a vu récemment seulement en Égypte et en Tunisie. L'émeute historique, au contraire de l'émeute immédiate, est capable d'engager plus que la jeunesse de la classe moyenne et les intellectuels, mais aussi une masse d'acteurs potentiels provenant d'autres milieux sociaux que les acteurs qui ont déclenché les protestations. L'émeute historique est caractérisée aussi par la création des organisations politiques et par la possibilité de mener une politique durable qui puisse concrétiser les idées politiques générées dans et par la révolte. Mais pour passer à l'émeute historique, « il faut, avant tout, se lier aux masses populaires, en inventant, à côté d'autres personnes que soi-même – ouvriers, petits employés, femmes du peuple, paysans, sans-travail, étrangers..., des formes d'organisation politique inconnues jusqu'à ce moment-là » (Badiou 2013).

En l'occurrence, la jeunesse bulgare a franchi ce seuil: si en juin 2012, on a vu sur le Pont aux Aigles un groupe plus ou moins homogène de jeunes de la classe moyenne, éduqués et libérés des contraintes sociales, en 2013 la même cause – contre l'alliance vicieuse entre politiciens, corporations et mafia – a été défendue par un groupe hétérogène de protestataires. Mais ont-ils réussi à passer dans une étape d'organisation qui assure une perspective pour les politiques de développement durable afin de mettre en pratique leurs idées? Essayons d'abord d'entrer dans les détails du modèle explicatif de Badiou.

L'essai cité ci haut s'appuie sur la typologie développée dans *Le réveil de l'Histoire*. Trois types d'émeutes sont discutées différents dans les chapitres du livre: l'émeute immédiate, l'émeute latente et l'émeute historique.

L'émeute immédiate émerge dans la plupart des cas comme une réaction face à un épisode violent de coercition de l'État, tel que la mort d'un jeune homme tué par les forces de la police à Paris en 2005, à Londres en 2011, en Tunisie en 2011. Ainsi, elle prend, au début, la forme d'une confrontation avec la police. Le noyau dur des émeutes immédiates est toujours la jeunesse (l'auteur donne aussi l'exemple du mouvement d'étudiants en France en 1968). « L'émeute est d'abord un rassemblement tumultueux de la jeunesse en réaction, presque toujours, à un forfait, réel ou supposé, de l'État despote » (Badiou 2011, 39). Une telle émeute est souvent le début ou forme première d'une émeute historique. Il y a quelques conditions qui s'imposent à ce passage d'une forme à l'autre.

Tout d'abord, c'est le lieu. Si l'émeute est localisée dans les quartiers où habitent les participants (banlieues ou quartiers populaires de

grandes villes), elle stagne dans son propre espace social et « s'enrage sur elle-même », en détruisant les symboles d'État ou de richesse. Si de ses propres lieux, elle peut se répandre vers le centre-ville, elle se transforme en émeute historique. Elle doit aussi opérer une extension au sein de la population qu'elle mobilise:

C'est quand l'émeute immédiate s'étend à des secteurs de la population qui sont éloignés, par leur statut, leur composition sociale, leur sexe ou leur âge, de son noyau constitutif, que vient à l'ordre du jour une vraie dimension historique. L'entrée en scène des femmes du peuple est le plus souvent le signe premier d'une telle extension généralisée (Badiou 2011, 41).

En Bulgarie, on ne peut pas dire que l'émeute a été provoquée par un incident de violence exercé par les forces de l'ordre. On n'a pas eu de tels cas. L'immolation de Plamen Goranov à Varna, bien qu'il soit un symbole très fort de la résistance, n'est pas le résultat d'un acte de violence policière (à la différence du petit commerçant des rues, le tunisien Mohamed Bouazizi qui a été interdit de vendre ses fruits et fut giflé par une policière). Ensuite, dès le début, les protestations ont pris dans le centre-ville à Sofia ainsi que dans les autres villes. Les démonstrations bulgares étaient, en règle générale, non-violentes, elles n'ont pas envisagé une confrontation avec les forces de l'ordre, en tout cas pas au début des événements. Et, dernièrement, les protestataires ne détruisaient pas de propriété et, donc, au contraire des émeutes décrites par Badiou, les émeutes bulgares n'étaient pas dévastatrices.

L'émeute latente est caractéristique pour les pays « occidentaux »<sup>2</sup> qui possèdent un système « démocratique » permettant « la coexistence pacifique des diverses fractions de l'oligarchie au pouvoir » (Badiou 2011, 48). Dans ces pays-là, la résistance est focalisée vers des organisations déjà existantes, tels que les syndicats. Les causes le plus souvent défendues sont liées au système social (la réforme des retraites en France, par exemple) ou le niveau de vie. Les formes d'action sont la grève ou l'occupation. Ces genres d'actions sont « quasi-émeutières », selon

---

<sup>2</sup> Dans le langage de Badiou, « occidentaux » sont les pays qui s'auto-identifient avec fierté par ce nom : « pays situés historiquement à la pointe du développement capitaliste, assumant une vigoureuse tradition impériale et guerrière, encore dotés d'une force de frappe économique et financière qui leur permet d'acheter des gouvernements corrompus un peu partout dans le monde, et d'une force de frappe militaire qui leur permet d'intimider tous les ennemis potentiels de leur domination » (Badiou 2011, 47).

l'auteur et c'est la raison pour laquelle on n'a pas assisté aux émeutes historiques dans ces pays depuis environ une quarantaine d'années (depuis mai 1968). Mais surtout, les émeutes latentes ne sont pas en mesure de transformer l'ordre établi, pour ouvrir la voie à ce qui était auparavant impensable et impossible. Elles ne sont pas capables de créer un événement.

Par sa position géopolitique, la Bulgarie ne peut pas être qualifiée dans le groupe des pays où se passent des émeutes latentes. Bien que membre de l'UE, elle ne fait pas partie du club des « occidentaux » compris comme des forces économiques et militaires majeures (voir la remarque en note 2). Mais il est curieux de remarquer la similitude entre la définition du problème politique par les protestataires bulgares (le système politique « oligarchique » en tant qu'alliance vicieuse des corporations et des politiciens), et la définition de la démocratie occidentale de Badiou comme association des fractions de l'oligarchie au pouvoir.

Un point de rapprochement avec l'émeute latente, intéressant de souligner ici, c'est que tout comme la « subjectivité émeutière latente », les mobilisations en Bulgarie sont hétérogènes, c'est-à-dire composées de populations de différentes couches sociales, « ils amalgamaient des étudiants, des jeunes, des salariés, syndiqués ou non, des retraités, des intellectuels ... » (Badiou 2011, 51).

Enfin, l'émeute historique est celle qui fait « le passage de la localisation restreinte à la construction d'un lieu central durable, où les émeutiers s'installent de façon essentiellement pacifique, affirmant qu'ils resteront là jusqu'à ce que satisfaction leur soit donnée » (Badiou 2011, 55). S'établir sur un lieu central durable est la première condition pour le passage entre l'émeute immédiate et l'émeute historique. Tel était le cas du campement sur la place Tahrir, mais pas le cas des mouvements des deux premières vagues en Bulgarie: les protestations d'hiver et les protestations d'été 2013. Les manifestations se déroulaient tous les jours, suivant la même route, mais n'ont pas occupé un lieu d'une manière durable. Seulement l'occupation de l'Université de Sofia avait son propre lieu, que les émeutiers occupaient pendant environ deux mois, sans obtenir de satisfaction pour leurs demandes.

Mais même si l'occupation de l'Université de Sofia a réussi à s'établir dans un lieu central de manière plus ou moins durable, elle n'a pas réussi à répondre à la deuxième condition pour réaliser l'émeute historique, qui est de faciliter l'unification de « presque toutes les composantes du peuple: jeunesse populaire et étudiante, bien sûr, mais aussi ouvriers des usines, intellectuels de toutes sortes, familles entières, femmes en grands nombre, employés, fonctionnaires, voire même

quelques policiers et soldats ... » (Badiou 2011, 56). Cette unification a été effectuée en Bulgarie par les deux vagues précédentes qui réalisaient leurs actions collectives dans des espaces publics. Les étudiants ont en quelque sorte « privatisé » l'espace de l'Université en fermant ses portes avec des chaînes et en installant un régime d'accès restrictif. En se renfermant sur eux-mêmes, ils se privaient de la possibilité d'opérer une telle unification à grande échelle. Ils ont perdu ce que les premières deux vagues avaient déjà gagné. Par conséquent, ils ont graduellement perdu le soutien de la population (voir plus sur les raisons pour lesquelles les étudiants ont perdu ce soutien dans Gueorguieva 2015).

La troisième condition pour qu'une émeute historique ait lieu, telle qu'on l'a vue en Égypte, c'est la création de la possibilité même de remporter la victoire. Par le cri impératif « Moubarak, dégage! » les protestataires ont fixé l'enjeu immédiat de l'émeute, la victoire c'est la démission du dictateur. Et en même temps, ce cri enveloppe les voix disparates des différents groupes des militants. D'après Badiou, cette demande commune marque le passage de la phase purement négative de l'émeute immédiate (qui est dévastatrice précisément parce qu'elle est la pure négation de l'ordre existant) à un mot d'ordre affirmatif qui fixe la possibilité de satisfaction, la « victoire » désirée.

En Bulgarie, c'est notamment ce troisième moment – l'affirmation de la demande commune de la démission d'Orecharski – qui a eu des effets plutôt négatifs dans l'évolution de l'organisation. Comme on a vu plus haut, l'organisation pour Badiou c'est ce qui garde la force créatrice de l'émeute historique et possède la capacité de la transformer en politiques durables. C'est en tant qu'organisation que l'émeute historique crée l'événement, l'ouverture des possibilités à ce qui était auparavant proprement impossible. Or, en Bulgarie, le mouvement d'hiver n'a pas réussi de créer une demande commune et par conséquent a perdu l'énergie de la révolte; l'émeute s'est dissipée en une multiplicité des mouvements et contre-mouvements. Par la suite, le mouvement d'été a créé une unité sur la base précisément de la demande de démission d'Orecharski, une demande qui enveloppait la pluralité des groupes des militants qui formaient ce mouvement hétérogène.

Mais le conflit restait sous-jacent, les visions politiques divergentes de ces groupes disparates se sentaient déjà dans les actions collectives pendant l'été. Les contradictions se sont approfondies dans les discussions à l'intérieur des organisations des militants, notamment dans *Protestna Mrežha* (le Réseau de protestation). Cet organisme a été conçu comme une plateforme pluraliste des groupes qui emmènent avec eux au sein du réseau des idéologies politiques différentes. Leur seul point

commun, était la demande commune – démission d’Orecharski. Toute tentative de chercher des perspectives allant plus loin que la démission, qui mène vers des politiques durables, était de nature à briser l’équilibre instable instauré par le mot d’ordre de la démission. Finalement, plusieurs participants se sont retirés de l’organisation à cause du conflit parru entre les visions divergentes. Par conséquent, l’organisme a graduellement perdu son pluralisme initial et un groupe de militants plutôt homogène a pris l’avantage. C’est ce groupe prédominant qui a adopté un programme d’action qui se rapproche le plus à la politique oppositionnelle traditionnelle. L’organisation a favorisé un parti politique en particulier (ou plutôt une coalition d’anciens partis politiques qui s’est formée pendant la période de mobilisation), le Block Réformiste. De nos jours, presque deux ans après les événements, ce groupe restreint des militants offre une interprétation « victorieuse » du mouvement d’été qui – d’après eux – a atteint son but (la démission) et a obtenu une représentation politique dans le Parlement actuel, aussi bien que dans le gouvernement, puisque le Block Réformiste est partenaire dans la coalition au pouvoir.

Un autre grand groupe des militants (qui ont participé à la fondation de l’organisme, mais qui se sont par la suite retirés du Réseau) juge que c’est justement la rhétorique de l’alliance oligarchique au pouvoir et du cri impératif « *Ostavka!* » (Démission!) qui a privé le mouvement de sa plénitude concrète, de la possibilité de voir des solutions positives, d’envisager une politique affirmative durable. Pour ces participants, la logique du « dénominateur commun » (l’effort de se réunir au sein de la demande commune de démission) a tué le pluralisme et a rendu possible la fermeture du groupe, dans lequel il n’était plus possible d’entendre des voix différentes.

En somme, le Réseau de protestation a subi le même destin que le groupe d’étudiants cité plus haut: les deux organismes se sont réduits à un groupe limité et uniforme du point de vue des convictions politiques. Bien qu’ils partaient d’une base hétérogène et pluraliste, où on voyait des participants de différents milieux sociaux et aux convictions différentes, les mouvements en Bulgarie n’ont pas réussi à gérer cette multiplicité et se sont renfermés dans des cercles d’unanimité où on partage les mêmes visions du monde. Autrement dit, ils n’ont pas été à même de se lier à ceux qui sont « autres que soi-même » pour chercher avec eux « des formes aujourd’hui inconnues d’organisation politique » (pour revenir à la recommandation adressée par Badiou à la jeunesse de Taxim).

## Conclusion : la théorie de Badiou et les aspirations politiques des Bulgares

Y a-t-il eu une émeute historique en Bulgarie en 2013? Si on s'appuie sur l'analyse de Badiou sur les trois conditions qui franchissent le seuil entre l'émeute immédiate et l'émeute historique comme une liste de contrôle, on peut juger que les protestations de Bulgarie ont réussi à remplir ces trois conditions et on peut cocher les trois cases: pendant une période de deux mois, une place centrale a été occupée par les étudiants; l'extension vers différents segments de la population a été achevée par les deux vagues de protestations précédentes; et, enfin, l'affirmation d'une demande commune a été réussie par la deuxième et la troisième vague, mais au prix de certains nombres de militants qui ont retiré leur soutien.

Même si, du point de vue de ces trois conditions, on ne peut pas qualifier l'ensemble des trois vagues de protestations en Bulgarie comme une émeute historique, par cela on n'a pas beaucoup avancé dans la compréhension de la complexité interne de ces mouvements. Il est certain qu'il y a des écarts significatifs. Par exemple, en Bulgarie il ne s'agissait pas d'une émeute immédiate qui aurait précédé l'émeute historique. Ensuite, l'occupation d'un lieu central et l'adoption de la demande commune ont mené à une perte de soutien. Mais surtout, on ne peut pas prendre une théorie développée au-dedans d'un autre contexte régional et historique et s'appuyer sur d'autres exemples d'actions collectives comme recette pour les actions de la jeunesse turque, par exemple, ou comme modèle explicatif du cas bulgare. Ce qui a fonctionné pour les Égyptiens – le cri impératif « Moubarak, dégage! » – n'a pas fonctionné pour les Bulgares. Premièrement, parce qu'Orecharski n'était pas prêt à partir et, deuxièmement, parce que cette demande commune, loin d'apporter la satisfaction de la victoire, a généré des effets négatifs à l'intérieur de l'organisme protestataire. D'un côté, les organismes ont perdu le support populaire et, en se fermant sur eux-mêmes, n'ont plus réussi à mobiliser des groupes sociaux différents. Par le travail de l'organisation (au sens de Badiou), le mouvement est revenu vers le stade d'émeute immédiate menée par un groupe social plus ou moins homogène. C'est une contradiction à la logique historique du développement des émeutes, selon Badiou. De l'autre côté, par l'adoption de la demande commune, le mouvement en Bulgarie s'est arrêté de chercher des solutions politiques différentes. Il a perdu l'imaginaire d'un ordre différent, des possibilités auparavant impensable. Tout ce que le mouvement a pu obtenir, c'était le retour à l'ordre du jour d'avant l'émeute, voire même qu'il a contribué à la stabilisation du *status quo* politique, soit aux controverses habituelles entre

les partis politiques d'antan.

Pour répondre à la question formulée dans le titre de ce chapitre, on peut estimer que même si en Bulgarie on a assisté à une variante locale d'émeute historique (si on accepte que toutes les trois conditions sont remplies), on n'a pas assisté à un événement comme l'arrivée au monde de nouvelles possibilités. Après les élections d'octobre 2014, l'ordre du jour était de « revenir à la stabilité » avec les mêmes mécanismes de participation offerts aux citoyens (élections et opposition parlementaire). La réouverture de l'histoire s'annonçait dans l'émeute historique. Mais l'imaginaire politique était retenu par le processus d'organisation, au moment où l'on s'est posé la question de transformer les idées de la révolte en politiques durables. C'était à ce moment qu'on a marqué le retour à l'ordre du jour de la politique traditionnelle.

Deux options d'explication de cet échec du processus de l'organisation viennent à l'esprit. Dans le premier cas, le modèle de Badiou – très optimiste, voir même enthousiaste sur certains points – surestime le travail d'organisation. Là où il affirme que « l'organisation c'est le même processus que l'événement » (Badiou 2011, 101), le cas bulgare prouve comment l'organisation peut être l'échec de l'événement. Au lieu d'être considérée comme ouverture et création de nouvelles possibilités, l'organisation a limité « les possibilités du possible » et a imposé des restrictions à l'imaginaire politique. Le travail de l'organisation va en contresens avec l'imaginaire politique. Dans la théorie de Badiou sur l'émeute historique, le rôle de l'imaginaire politique est sous-estimé, au profit du travail de l'organisation.

La deuxième option pour expliquer cet échec touche aux aspirations politiques des bulgares. Plus haut, nous avons remarqué une étonnante coïncidence entre la définition de la situation politique en Bulgarie par les protestataires et la critique de la démocratie « occidentale » faite par Badiou. Il s'agit de l'association des fractions de l'oligarchie au pouvoir. Les protestataires bulgares ne définissent pas leur régime comme dictature (comme le fait le régime de Moubarak, par exemple), mais comme une oligarchie. Et en cela il revient au même que la démocratie « occidentale ». Mais ce que demandaient les protestataires n'était pas la limitation des restrictions imposées par l'État. Ce qu'ils demandaient à la fin de 2013 – la seule demande autour de laquelle ils pouvaient se réunir – c'était le retour au pouvoir de certaines structures politiques qui ont perdu leur influence (notamment le Block Réformiste). Les aspirations politiques des bulgares sont loin d'être considérées comme un événement. C'était plutôt le système des contraintes (l'État) qu'ils voulaient voir plus fort et plus fonctionnel. En 2013, avec les trois vagues de protestation, les

bulgares ont offert une réponse pessimiste à la théorie trop optimiste du philosophe français.

## Liste des entretiens anthropologiques utilisés

- Dimitrov, Ivan, co-fondateur du Réseau de protestation, interviewé par l'auteur le 24 novembre 2014.
- Guencheva, Yana, participante à l'occupation de l'Université de Sofia, interviewée par l'auteur le 5 mars 2014.
- Kunev, Stamen et Boris N., participants à l'occupation de l'Université de Sofia, interviewés par l'auteur le 21 février 2014
- Lacheva, Galina, co-fondatrice du Réseau de protestation, interviewée par l'auteur le 11 novembre 2014.
- Ranguelov, Boris, initiateur et membre de l'état-majeur de 'occupation de l'Université de Sofia, interviewé par l'auteur le 18 février 2014.
- Russev, Delyan, initiateur et membre de l'état-majeur de 'occupation de l'Université de Sofia, interviewé par l'auteur le 10 mars 2014.

## Bibliographie

- Badiou, Alain. *Le réveil de l'histoire*. Paris, Lignes, 2011.
- . "Alain Badiou on the Uprising in Turkey and Beyond". Vu le 9 mai 2015. <https://cengizerdem.wordpress.com/2013/06/19/alain-badiou-on-the-uprising-in-turkey-and-beyond/>.
- Badiou, Alain et Zizek, Slavoj. *L'idée du communisme (Conférence de Londres, 2009)*. Paris, Lignes, 2009.
- Bulgarian Protest Network*. Vu le 19 novembre 2014.  
<http://protestnamreja.bg/engl/>
- Castells, Manuel. *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*. Cambridge, Polity, 2012.
- Della Porta, Donatella. *Can Democracy Be Saved? Participation, Deliberation and Social Movements*. Cambridge, Polity Press, 2013.
- Gueorguieva, Valentina. "The Student Occupation of Sofia University in 2013: Communication Patterns for Building a Networks of Support". *Digital Icons*, 13. Vu le 9 mai 2015. <http://www.digitalicons.org/>.
- Touraine, Alain. *La fin des sociétés*. Paris, Seuil, 2013.
- Zizek, Slavoj. *The Year of Dreaming Dangerously*. Londres et New York, Verso, 2012.

# CHAPTER TWO

## LA POLITIQUE NATIONALE ET LA POLITIQUE EUROPEENNE : POINTS DE CROISEMENT DANS LES MEDIAS BULGARES

NIKOLETA DASKALOVA

Comment les médias couvrent-ils les sujets « européens » et ses institutions? Quelle est la valeur médiatique de la problématique européenne? Les médias réussissent-ils à informer la société bulgare sur les politiques européennes? Le présent texte analyse ce genre de questions à base d'une étude centrée sur la couverture de la campagne des élections parlementaires européennes de 2014.

L'observation principale de l'étude est liée à l'emmêlement entre le national et l'european dans les bases des données informationnelles. Cela mène à la conclusion que le contenu médiatique consacré à l'UE et en particulier au Parlement européen (PE) est en effet dominé par des messages, se référant à la situation concrète au sein du pays. Dans ce contexte, les institutions européennes sont présentées plutôt en tant que décor pour les affrontements politiques au niveau national. La couverture médiatique et les analyses traitant des questions concernant l'ensemble de l'Europe sont assez rares. Des sujets importants tels que la migration, le futur de l'UE et l'euro scepticisme sont présentés comme des problèmes touchant surtout les autres États membres. D'autres sujets comme l'agriculture, la politique sociale, l'économie, le développement régional et les politiques orientées vers les jeunes occupent des positions marginales dans l'ordre du jour des médias. Le débat politique dans les medias passe sous le signe de la simplification et des messages superficiels, le populisme et la quête du sensationnel.

## Le contexte médiatique

La couverture des élections au Parlement européen en mai 2014 n'est pas un événement isolé dans le contexte médiatique général du pays. Le caractère du comportement des médias pendant la campagne électorale est conditionné par et, en même temps, s'inscrit dans les tendances et les problèmes structuraux de l'environnement médiatique au sein du pays.

A première vue, le marché médiatique en Bulgarie est surdéveloppé, au moins en ce qui concerne les statistiques. Sur une population d'environ 7,5 millions d'habitants on remarque 20 quotidiens (Piero97 2014), 307 journaux parus en 2013 (Institut national de statistiques 2013), 103 organismes de radiodiffusion qualifiés (Institut national de statistiques 2013), 83 organismes de radiodiffusion (Institut national de statistiques 2013). Les ménages privés qui ont accès à l'Internet à haut débit représentent 56,7 % (Institut national de statistiques 2013).

Dans ce contexte général d'une offre excédentaire d'information, les médias en Bulgarie fonctionnent en régime d'indépendance limitée. La liberté de la presse est traditionnellement évaluée comme la moins élevée parmi les pays membres de l'UE<sup>1</sup> (Reporters without Borders 2015). Au cours des dernières années plusieurs tendances négatives peuvent être observées, parmi lesquelles:

- Déficit de liberté des médias à cause des dépendances politiques et économiques;
- Transparence insuffisante par rapport à la propriété des médias et à l'origine des capitaux médiatiques;
- Autorégulation inefficace, non observation et violation des normes éthiques et professionnelles;
- Domination d'un contenu journalistique de qualité inférieure;
- Domination des sujets scandaleux et sensationnels même quand il s'agit des débats sérieux et importants pour la société; simplification des problèmes et volonté d'échapper de toute profondeur dans les approches vers ces problématiques et leur couverture médiatique;
- Violation de l'autonomie des médias à cause des restrictions du

---

<sup>1</sup> Voir les classements annuels internationaux sur la liberté de la presse, publiés par « Reporters sans frontières ». En 2015, la Bulgarie occupe la 106-e place sur la liste, un classement loin d'être prestigieux. Voir Reporters without Borders. *2015 World Press Freedom Index*, 2015. Vu le 19 avril 2015. <http://index.rsf.org/#!/>.